



Déclaration préalable CHSCT 16/04/2020

Le Président de la République, dans son allocution du 13 avril a surpris tout le monde en disant qu'il faut réouvrir les écoles à partir du 11 mai. Surprenant mais aussi inquiétant puisqu'Emmanuel Macron n'a pas suivi les avis des chercheurs de l'Inserm sur ce point, qui préconisaient une réouverture des écoles en septembre, ou l'avis de l'Académie de médecine qui recommandait un déconfinement par région.

De plus, un établissement scolaire nécessite des organisations, ce sont des classes souvent surchargées, des transports en commun, des services de restauration, et autant de temps de proximité, de regroupements récréatifs ... Toutes ces problématiques ne peuvent être réglées dans un délai aussi court avec une épidémie qui est toujours bien présente à l'heure actuelle.

Nous avons déjà évoqué une étude du Haut Conseil de la Santé publique qui explique que l'école constitue une zone d'amplification dans la transmission du virus. Il est difficile de comprendre la position de notre président qui semble donc, du point de vue sanitaire irresponsable sur les conséquences que pourraient entraîner cette décision sur la progression de la pandémie. **Et ce, avec une incohérence** de taille : bars, restaurants qui resteront fermés jusqu'en juillet, mais les crèches, maternelles... ouvriront à partir du 11 mai. Cela montre que le gouvernement est prêt à prendre tous les risques sanitaires pour la « santé » de l'économie.

A l'échelle locale, nous pouvons considérer que notre département a été épargné, pour l'instant, grâce au confinement qui a permis de ralentir la contamination. Est-ce qu'à présent, c'est une stratégie de contamination accélérée qui est décidée, avec tous les risques que cela fera encourir aux personnels ?

Pouvez-vous nous indiquer quel serait le cadre d'un protocole évolutif dans le temps du déconfinement et les différents scénarii envisagés ?

Comment s'assurer que l'ensemble des établissements seront bien désinfectés de manière efficace et systématique ?

Comment réaliser l'accueil, le contact avec les élèves, gérer les transports, les classes, la vie scolaire et la restauration scolaire en protégeant la santé des personnes et éviter leur contamination ?

Quels traitements pour les personnels, les équipes enseignantes et particulièrement pour les collègues fragiles ? Inutile puisque l'ARS préconise le confinement au-delà du 11 mai pour les personnes à risques

Par ailleurs, nous vous alertons sur l'attitude de certains chefs de service qui pour certains sont déjà en train d'organiser le retour alors qu'aucun cadrage officiel n'existe pour le moment. Nous demandons à ce que ces réunions de travail (qui se

font sans expertise préalable) n'aient pas lieu tant que des protocoles national, académique et départemental ne sont pas rédigés.

Pour autant, après que notre ministère, notre académie et notre département se soient prononcés sur un protocole clair, nous attendrons que les CHS dans le secondaire (pas un conseil pédagogique comme cela se pratique) et que les équipes éducatives puissent décliner les éléments incontournables de la reprise dans chaque établissement.

Nous exigeons que la mise en action du déconfinement fasse une réelle place à l'état anxiogène que comporte le retour aux contacts des équipes de personnels et des élèves. D'autant plus que les messages contradictoires de nos gouvernants depuis le début de la crise n'ont pas été là pour nous rassurer.

Nous exigeons une information de qualité dans la chaîne hiérarchique sur la réouverture des écoles et la reprise des enseignements.

Nous exigeons que soit engagé un travail de proximité destiné à soutenir les personnels les plus fragilisés. Grâce à nos acteurs de prévention (médecin, infirmière, assistante sociale, ...), qu'il ne soit pas ignoré non plus l'existence de nos psychologues scolaires, on le répète assez souvent. Il est important que soit mis en œuvre, au sein des services de l'Etat, en lien avec les collectivités territoriales, toutes les ressources locales susceptibles d'aider la communauté scolaire à surmonter les difficultés.

Mais pour ce faire, nous avons besoin d'un chef qui soit en mesure de coordonner et de mettre en lien tous les acteurs sur le terrain, or nous constatons la solitude de certains enseignants, de certaines circonscriptions qui ne se sentent ni soutenus, ni accompagnés par leur chef de service

Nous souhaiterions aussi l'intervention des inspecteurs santé et sécurité au travail pour accompagner le conseiller et les assistants de prévention à la mise en œuvre des règles d'hygiène pour faciliter la reprise.

Nous devons ensemble anticiper et communiquer, afin de veiller à ce que la reprise se déroule dans les meilleures conditions de sécurité pour les personnels et ce quelle que soit la date de cette reprise.